



# De nouvelles pratiques agricoles à l'exemple du projet SolAirEau

L'agriculture est en perpétuelle mutation. Préserver les ressources tout en produisant, tel est l'objectif recherché par les familles paysannes. Initié par la profession, le projet jurassien SolAirEau a encouragé différentes mesures pour les faire adopter durablement.

Toute activité humaine impacte l'environnement. Le but consiste à pouvoir vivre et produire sans hypothéquer nos ressources, tout en répondant aux attentes de la population pour une alimentation durable et de proximité. L'exercice n'est pas toujours évident mais le tournant écologique pris par l'agriculture suisse avec l'introduction de la production intégrée, il y a plus de 20 ans, se traduit par de réels engagements.

Aussi, les projets de préservation des ressources se multiplient dans toute la Suisse. Dans le canton du Jura, un projet dénommé SolAirEau a été lancé en 2012. Durant six ans, les agriculteurs ont pu expérimenter différentes techniques, pour s'en convaincre. Souvent confirmées par la recherche mais insuffisamment répandues dans la pratique, ces mesures ont bénéficié du soutien de l'Office fédéral de l'agriculture.

## Promotion des bonnes pratiques

Lors de la dernière année du programme, 128 agriculteurs (13% des exploitations jurassiennes) ont mis en place les mesures à choix. Ces

mesures se déclinent de différentes manières pour préserver l'air, le sol et l'eau.

Les cultures associées avec légumineuses, par exemple pois-orge ou féverole-avoine, permettent de réduire l'érosion dont les conséquences sont la perte de sol et de fertilité. Les cultures associées profitent ainsi à la vie du sol, tout en améliorant la couverture du sol pour réduire le recours aux herbicides. De plus, en captant l'azote de l'air, les légumineuses limitent les besoins de fertilisation. Intéressantes sur le plan technique, les cultures associées posent néanmoins certains défis au niveau de la pression des mauvaises herbes et au

**«Le tournant écologique pris par l'agriculture suisse avec l'introduction de la production intégrée, il y a plus de 20 ans, se traduit par de réels engagements.»**

niveau du triage qui renchérit sensiblement les coûts avec des taxes de réception doublées.

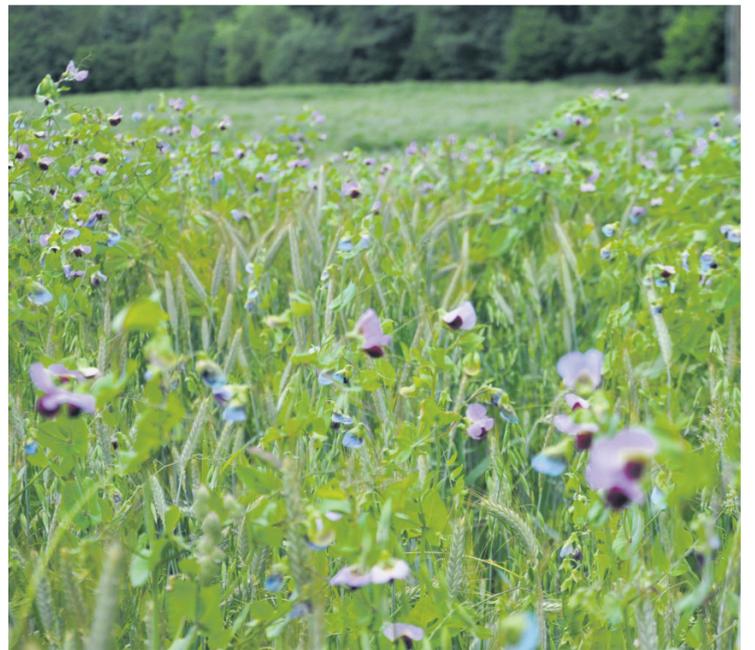
Pour leur part, les cultures intercalaires, c'est-à-dire implantées entre deux cultures principales, protègent également contre l'érosion. Leur mise en place enrichit le sol en matière organique, tout en limitant le lessivage de l'azote, en captant le carbone de l'air et en concurrençant les mauvaises herbes.

Autre mesure encouragée: le compostage du fumier. Mis en tas et retourné mécaniquement, le fumier ainsi composté offre l'avantage de neutraliser les graines de mauvaises herbes. La protection des eaux en profite également par la limitation du lessivage de l'azote alors que l'enrichissement en matière organique améliore la fertilité des sols. Les coûts de compostage sont par ailleurs contrebalancés par des volumes moins importants à épandre.

Si la plupart des mesures testées sont probantes sans avoir non plus que des avantages, d'autres sont plus discutables quant à leurs effets. Ainsi, le renoncement aux herbicides n'est pas évident à gérer, surtout en présence de plantes vivaces difficiles à combattre. Mais la mécanisation offre des alternatives toujours plus efficaces aux herbicides. En ce sens, les pratiques répandues en bio deviennent également utilisées en production conventionnelle lorsque les conditions s'y prêtent, et cela sans que les agriculteurs n'y soient contraints.

## Des solutions techniques confirmées

SolAirEau a incité les agriculteurs jurassiens à équiper leurs véhicules de pneumatiques basse pression. L'évolution des pneumatiques permet en effet de diminuer les risques de compaction qui menacent directement la fertilité des sols. Certaines exploitations ont opté pour des systèmes de régulation de la pression des pneus, avec une pression accrue sur la route permettant de diminuer l'usure des



Les pratiques agricoles sont de plus en plus durables. La demande du marché et le comportement des consommateurs peuvent par ailleurs influencer ces pratiques. AgriJura

pneus et la consommation de carburant et réduite dans le terrain pour limiter la compaction du sol. Des contributions ont également incité à couvrir les fosses à lisier dans l'objectif de diminuer les dégagements d'ammoniac dans l'air.

## Pérenniser les mesures

Terminé en juillet 2018, SolAirEau a amené de nouvelles pistes aux exploitants. Le programme a démontré que les incitations valent bien mieux que toutes formes de contraintes. Les expériences réalisées sont pour la plupart concluantes mais le succès des me-

asures dépend de différentes conditions. Quoi qu'il en soit, l'amélioration des pratiques, par la connaissance du terrain et la maîtrise des nouvelles techniques, permettra de pérenniser les mesures pour, in fine, préserver les ressources essentielles à une production durable. Pour la profession, l'accompagnement des agriculteurs doit se poursuivre dans la dynamique insufflée depuis deux décennies. Et non pas dans la confrontation au travers d'initiatives et solutions extrêmes qui généreront davantage de problèmes qu'elles n'entendent en résoudre.

Michel Darbellay,  
directeur d'AgriJura

## Les choix de consommation sont déterminants

La recherche agronomique s'efforce d'apporter des réponses à la réduction souhaitée des produits de traitements, par des variétés plus résistantes. Mais encore faut-il lui en donner les moyens!

Pour les agriculteurs, il existe des possibilités de s'essayer à de nouvelles pratiques et de prendre des risques maîtrisés, comme cela s'est fait avec le programme SolAirEau. Dans ce sens, la Politique agricole fédérale soutient des systèmes de production limitant le recours aux produits phytosanitaires comme le renoncement aux insecticides, fongicides et herbicides.

Certains labels rétribuent également de telles démarches sous réserve de possibilités d'écoulement et d'une demande suffisante de la part des consommateurs. Ces aides permettent ainsi aux producteurs de limiter la casse financière si l'expérience échoue.

Mais alors, pourquoi ne pas tous souscrire à ces labels pour capter de la valeur ajoutée? Premièrement, la demande du marché détermine les

possibilités d'écoulement. Et deuxièmement, la pression des maladies et ravageurs dépend des conditions du sol et de la météo. Cette pression peut fortement différer d'une année mais aussi d'une région à l'autre. Dans pareils cas, ce n'est pas seulement la situation des agriculteurs qui est impactée mais aussi l'approvisionnement de la population qui se voit menacé. Ces conditions peuvent même

**«Le consommateur a les cartes en main en optant, lors de ses achats, pour les modes de production qu'il souhaite, en y mettant le prix et en privilégiant la provenance suisse.»**

Vous l'aurez compris, la thématique est complexe et ne peut se satisfaire de solutions simplistes. Mais s'il ne fallait retenir qu'une seule chose, c'est en définitive le consommateur qui a les cartes en main: en optant, lors de ses achats, pour les modes de production qu'il souhaite, en y mettant le prix et en privilégiant la provenance suisse.

MD



## Des initiatives extrêmes et néfastes

Le peuple sera appelé à se prononcer l'année prochaine sur deux initiatives touchant à l'agriculture. La première, intitulée «Eaux propres», entend réserver les aides étatiques aux exploitations autonomes en fourrages et n'utilisant pas de pesticides. Les soutiens étatiques étant indispensables à la plupart des exploitations, cette initiative serait donc des plus contraignantes.

Alors que près de la moitié du contenu de nos assiettes dépend de l'étranger, le taux d'auto-approvisionnement pourrait reculer de 11 à 20% au profit des importations. L'acceptation de cette initiative pourrait conduire les exploitations les plus intensives et qui utilisent le plus de produits phytosanitaires comme les cultures spéciales à renoncer aux aides étatiques pour s'intensifier encore plus.

Pour sa part, l'initiative pour une Suisse libre de pesticides de synthèse ne concerne que l'agriculture alors que bien d'autres secteurs en utilisent. Ce texte reviendrait à généraliser et à imposer le bio alors que ce mode de production représente pour l'heure

10% des parts de marché. L'effondrement des prix aux producteurs bio générerait de nouveaux problèmes. Il s'agirait ni plus ni plus d'un véritable diktat alors que le consommateur peut aujourd'hui faire le choix de se passer de pesticides de synthèse en achetant bio. Seule cohérence de cette initiative, celle d'exiger les mêmes conditions aux produits importés. On peut cependant en douter compte tenu des engagements internationaux de la Suisse qui ne parvient aujourd'hui déjà pas à bannir de nos états des produits issus de modes de production interdits en Suisse...

Si ces initiatives amènent le débat, leur acceptation aurait des répercussions énormes sur l'agriculture suisse et sur l'approvisionnement indigène. Avec davantage d'importations, le consommateur s'exposerait à davantage de résidus phytosanitaires, pour certains d'entre eux interdits en Suisse. Du point de vue environnemental enfin, chacun jugera de la pertinence d'importer depuis l'autre bout du monde ce que l'on peut produire dans nos campagnes, de manière toujours plus durable. MD

Avec le soutien de

agrisano

Pour l'agriculture!

Toutes les assurances à portée de main.

Paysans  
suisses  
D'ici, avec passion.

Suisse. Naturellement.